



LA

JOUR

NÉE

SCIEN

TIFIQUE

10

édition

ème

de la santé humanitaire  
et solidaire

10 AVR 25  
09h-18h

AUDITORIUM DU MONDE  
67-69 AVENUE PIERRE MENDÈS-FRANCE  
75013 PARIS



FONDATION  
MÉDECINS DU MONDE

**Début de la journée scientifique à**  
*9 heures 48*

## INTRODUCTION

**JEAN-FRANÇOIS CORTY, MÉDECIN,  
PRÉSIDENT DE MÉDECINS DU MONDE**

Bonjour à toutes et tous, merci pour votre présence à cette dixième édition de la Journée Scientifique.

Médecins du Monde est une organisation humanitaire médicale, indépendante et militante, engagée contre les inégalités sanitaires, sociales et environnementales, en France comme à l'international.

La recherche joue un rôle clé dans nos actions et notre plaidoyer. Aujourd'hui, nous mettons en lumière les résultats de recherches, d'innovations et de projets de terrain portés par Médecins du Monde et ses partenaires.

Le fil rouge de cette journée est celui des actions et savoirs humanitaires à l'épreuve du populisme. Nous réfléchissons ensemble à la manière de poursuivre notre engagement auprès des populations les plus précaires, dans un contexte de montée des extrêmes, de restrictions de l'aide publique au développement et de défiance croissante envers les acteurs humanitaires.

## SANTÉ ET MIGRATION : BRISER LES MYTHES, GARANTIR LES DROITS

**TABLE RONDE ANIMÉE PAR FRANÇOISE  
SIVIGNON, MÉDECIN, VICE-PRÉSIDENTE  
DE MÉDECINS DU MONDE**

Nous reviendrons avec les trois intervenantes de cette table ronde sur plusieurs mythes bien connus : le mythe de l'appel d'air, le mythe d'une migration qui menacerait l'emploi et le mythe de l'immigration comme moteur de l'insécurité.

Les personnes migrantes sont victimes de politiques répressives et maltraitantes, tant

au cours de leur parcours migratoire que dans les pays d'accueil. Cela entraîne des effets délétères sur leur santé, notamment psychique.

La première question, posée à Camille Gardesse, porte sur les formes et les fondements de ces politiques : pourquoi viennent-elles altérer la permanence psychosociale ?

**CAMILLE GARDESSE, SOCIOLOGUE ET  
URBANISTE, MAÎTRESSE DE CONFÉRENCE  
À L'ÉCOLE D'URBANISME DE PARIS**

**LES RESSOURCES DE SOIN EN SANTÉ  
PSYCHIQUE POUR LES PERSONNES EXILÉES  
EN GRANDE PRÉCARITÉ**

Nous avons travaillé avec l'équipe de la permanence psychologique de Médecins du Monde, dans le cadre d'une mission à destination des personnes exilées en grande précarité. Le premier temps a consisté en une observation participante. Le second temps visait à élargir le regard à l'échelle parisienne, pour cartographier les ressources disponibles en matière de santé psychique pour ces populations.

Je répondrai à cette question en évoquant tout d'abord les symptômes observés parmi les personnes exilées rencontrées : troubles du sommeil, angoisses, manifestations somatiques. Ils renvoient généralement à des troubles anxieux, dépressifs ou encore à des états de stress post-traumatique.

D'après nos observations, ce ne sont pas tant les événements traumatisants survenus avant l'arrivée en France qui sont mis en avant, mais bien les conditions de vie actuelles sur le territoire français.

Ces conditions de précarité et d'absence d'accueil ne se contentent pas de produire de la détresse psychique : elles empêchent également le traitement des traumatismes antérieurs à l'arrivée en France. Les psychiatres hésitent souvent à « ouvrir la boîte de Pandore » du traumatisme, pour ces personnes qui, ensuite, retournent à une vie marquée par l'insécurité et la fragilité extrême.

## **FRANÇOISE SIVIGNON**

Quelles sont les ressources existantes, les modalités de prise en charge et de soin, mais aussi les limites rencontrées ?

## **CAMILLE GARDESSE**

J'ai travaillé sur le territoire parisien, qui dispose du plus grand nombre de ressources et présente une pluralité de structures. Néanmoins, ces ressources restent très insuffisantes au regard des besoins réels et les dispositifs sont saturés.

De plus, ce type de clinique requiert de la part des professionnels de santé une grande capacité d'adaptation.

Par ailleurs, il n'existe pas de soin sans hospitalité. Les personnes accueillies à la permanence doivent pouvoir trouver un lieu de répit et de repos.

Enfin, la présence d'interprètes en présentiel au sein de la permanence facilite grandement la prise en charge.

## **FRANÇOISE SIVIGNON**

Je pose à présent une question à Daphné Velay : dans la zone de Briançon, comment se pose la problématique de santé des personnes en migration ?

## **DAPHNÉ VELAY, DOCTORANTE EN 4ÈME ANNÉE DE GÉOGRAPHIE, DIPLÔMÉE DU MASTER MIGRATIONS INTERNATIONALES**

### ***DISPOSITIF DE CONTRÔLE MIGRATOIRE À BRIANÇON : UNE ENQUÊTE SUR LES MÉCANISMES SPATIOJURIDIQUES DANS LA FABRIQUE DE LA FRONTIÈRE HAUTE ALPINE***

Mon terrain de recherche se situe dans le Briançonnais, une région alpine marquée par un renforcement des contrôles aux frontières alors même qu'elle voit affluer de plus en plus de personnes exilées.

Depuis plus de quatre ans, j'étudie le déploiement de ce dispositif policier, en m'intéressant notamment à l'accès aux soins et à l'articulation entre politiques migratoires et surveillance.

Médecins du Monde y assure une permanence médicale et une unité mobile. J'ai mené une

observation participante, réalisé 140 entretiens, et analysé des documents juridiques.

Les principales raisons de consultation médicale sont liées aux effets directs de la traversée, mais aussi à des pathologies contractées en amont. La politique restrictive n'empêche pas les passages, mais aggrave la vulnérabilité des personnes exilées.

## **FRANÇOISE SIVIGNON**

Quelle place occupent les notions de risque, de dangerosité et de secours dans les discours des autorités, et quelle est la réponse apportée du côté humanitaire et associatif ?

## **DAPHNÉ VELAY**

À la frontière alpine, nous observons une forte tension entre logiques sécuritaires et humanitaires. La préfecture mobilise régulièrement les conditions géographiques pour justifier des opérations visant les personnes migrantes, sous couvert de secours.

Mais la mission de mise à l'abri est souvent contredite par la réalité de l'accès aux soins, qui reste très aléatoire. Les lieux de rétention sont fréquemment inaccessibles aux associations.

Jusqu'à une décision du Conseil d'État en février 2024, il n'existait d'ailleurs aucun cadre légal clair encadrant ces pratiques.

Le collectif de maraude et l'unité mobile de Médecins du Monde interviennent pour porter assistance, mais leurs actions se heurtent souvent à des pratiques policières intimidantes.

## **FRANÇOISE SIVIGNON**

Quelle est la place du centre hospitalier de Briançon dans ce contexte ?

## **DAPHNÉ VELAY**

L'hôpital de Briançon est situé à neuf kilomètres de la frontière. Lorsque la police y conduit des personnes exilées, la situation varie. Parfois, la police souhaite garder un contrôle sur ces personnes, allant jusqu'à les suivre à l'hôpital.

## **FRANÇOISE SIVIGNON**

Anna Miller, vous avez rédigé un rapport sur le site de rétention de Wethersfield. Comment

Médecins du Monde a-t-elle utilisé ce rapport dans son travail de plaidoyer auprès des autorités, et dans quelle mesure a-t-elle rencontré du succès ?

**ANNA MILLER, RESPONSABLE STRATÉGIE ET PLAIDOYER, MÉDECINS DU MONDE ROYAUME-UNI**

**« COMME UNE PRISON : AUCUN CONTRÔLE, AUCUN SOMMEIL » : SANTÉ MENTALE SUR LES SITES DE RÉTENTION DE WETHERSFIELD, ROYAUME-UNI**

Le centre d'hébergement a été ouvert en juillet 2023 sur une ancienne base militaire de la Royal Air Force. Il est très isolé et accueille uniquement des hommes de 18 à 25 ans, arrivés par la Manche depuis la France ou la Belgique. Sa capacité atteint 800 personnes, mais il n'est pas adapté à des profils vulnérables, comme les survivants de torture ou les personnes avec des besoins médicaux importants.

Le rapport que nous avons co-rédigé avec Médecins Sans Frontières (MSF) UK repose sur les témoignages de 122 patients. Parmi eux, 68 % ont subi des violences, 70 % sont en détresse psychologique, 41 % évoquent des pensées suicidaires, et 39 % présentent des signes de stress post-traumatique.

La souffrance est directement liée aux conditions d'hébergement : isolement, sentiment d'enfermement, insécurité, et absence totale de perspectives.

Même les autorités estiment que 75 % des personnes n'auraient pas dû être placées là. Ce centre est profondément délétère pour les personnes exilées. Sa fermeture urgente a été recommandée, ainsi que la fin des centres de rétention de masse.

**FRANÇOISE SIVIGNON**

Comment le travail de plaidoyer a-t-il été adressé aux décideurs, et avec quels résultats ?

**ANNA MILLER**

Nous avons publié le rapport dès que les données étaient suffisantes. À l'époque, le gouvernement était très conservateur, et dominait l'idée que les personnes arrivant par bateau étaient des migrants économiques,

voire des criminels. Notre premier objectif a donc été de les réhumaniser.

Nous avons aussi voulu rappeler qu'il s'agissait, dans la majorité des cas, de personnes réfugiées.

Malgré le contexte électoral tendu, le rapport a reçu une couverture médiatique globalement positive. Nous l'avons également transmis au Labour Policy Think Tank, avec qui nous travaillons depuis longtemps.

Aujourd'hui, bien que le parti travailliste soit au pouvoir, il ne souhaite plus fermer le centre, alors qu'il y était favorable. Ce revirement s'explique par la forte pression médiatique qu'il subit.

**FRANÇOISE SIVIGNON**

Ce rapport met également en lumière une réalité alarmante : en 2023, la volonté politique du gouvernement était d'anéantir le droit d'asile, ce qui est absolument dramatique.

Vous avez toutes trois beaucoup souligné la nécessité de proposer des lieux de répit aux personnes en grande mobilité.

**QUESTIONS/RÉPONSES AVEC LA SALLE**

**QUEL CROISEMENT FAITES-VOUS AVEC LE TRAVAIL DE DIDIER FASSIN SUR CETTE THÉMATIQUE ?**

**DAPHNÉ VELAY**

Didier Fassin a mené une enquête ethnographique sur une période de cinq ans, qu'il a publiée en 2024. Mon travail vise à compléter ses apports, notamment sur la question des maraudeurs et sur l'articulation entre espace urbain et droit.

**IL EXISTE UNE FAIBLE TENDANCE À SOUTENIR, DU CÔTÉ DES MAISONS DE SANTÉ, L'EMPLOI DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ MENTALE DANS LE DROIT COMMUN. C'EST UNE RESSOURCE TROP PEU UTILISÉE. AYANT EXERCÉ À LA GOUTTE D'OR, J'AI CONSTATÉ UN VRAI PROBLÈME DE SECTORISATION DE LA SANTÉ, QUI DEVRAIT APPARAÎTRE DANS LES ANALYSES. ENFIN, LE NON-CONVENTIONNEMENT DE NOMBREUX PROFESSIONNELS DE SANTÉ MENTALE POSE ÉGALEMENT QUESTION.**

## **CAMILLE GARDESSE**

Effectivement, le panorama établi lors de cette recherche a vocation à être enrichi collectivement. Concernant l'orientation, la question du conventionnement se pose dès lors qu'il s'agit de diriger les patients vers des collègues en libéral. Des réseaux, encore peu nombreux, mais en croissance, sont en train de se structurer.

Initialement, la mission de Médecins du Monde n'avait pas pour vocation à pallier les insuffisances du droit commun. Mais aujourd'hui, sa pérennité devient indispensable.

**VOUS AVEZ INSISTÉ SUR LA PRUDENCE À ADOPTER EN THÉRAPIE DU TRAUMATISME, QUI SUPPOSE UNE APPROCHE CLINIQUE QUI RESTE SUPERFICIELLE. À PARTIR DE QUAND POURRONS-NOUS ALLER PLUS LOIN ? PAR AILLEURS, VOUS INDIQUEZ QU'UN SUIVI AU LONG COURS EST NÉCESSAIRE, ALORS QUE MÉDECINS DU MONDE SEMBLE INCITER À NE PAS ENGAGER CE TYPE DE SUIVI. FAUT-IL CHANGER DE PHILOSOPHIE ?**

## **CAMILLE GARDESSE**

Je ne suis pas soignante, je ne me permettrai donc pas de donner de conseils cliniques. Toutefois, sur la question de la prudence face aux traumatismes, ce n'est pas parce que le traumatisme n'est pas directement travaillé que le soin psychique est inutile.

La spécificité du programme de Médecins du Monde réside dans le fait que les soignants prennent en charge des symptômes qui se répètent, car leur origine est politique et sociale, et qu'il est impossible d'intervenir sur ces causes structurelles.

Une réflexion collective s'impose sur la chaîne d'orientation possible. Le suivi au long cours semble indispensable, compte tenu de la situation actuelle. La thérapie psychique repose aussi sur un lien durable, qui permet d'instaurer une relation thérapeutique de confiance.

**MÉDECINS DU MONDE NE S'INTERDIT PAS DE RÉALISER UN SUIVI DANS LA DURÉE SI**

**NÉCESSAIRE. IL EST SIMPLEMENT DEMANDÉ DE NE PAS SE SUBSTITUER AU SYSTÈME DE SANTÉ EXISTANT.**

**CONCERNANT LES LIEUX DE RÉPIT POUR LES PERSONNES EN TRANSIT, NOUS SOMMES ENGAGÉS DANS CETTE LOGIQUE DEPUIS PLUS DE VINGT ANS. UN PLAIDOYER AVAIT ÉTÉ MENÉ À L'ÉPOQUE POUR VALORISER CETTE NOTION DE RÉPIT. VINGT ANS PLUS TARD, QUEL EST VOTRE REGARD SUR CETTE NOTION ?**

## **CAMILLE GARDESSE**

D'après mes observations, il ne suffit pas d'ouvrir un lieu. Ce qui crée un véritable répit, c'est à la fois l'espace physique, mais aussi l'accompagnement, la présence humaine et les liens de confiance qui permettent aux personnes de relâcher leur vigilance.

**QUELS SONT VOS RAPPORTS AVEC LES POPULATIONS AVOISINANTES, AUSSI BIEN À BRIANÇON QU'À PARIS ? QUELLES SONT VOS STRATÉGIES SUR CE POINT ?**

## **DAPHNÉ VELAY**

À Briançon, même avant l'arrivée des personnes exilées, des Centres d'Accueil et d'Orientation avaient été créés et un travail de sensibilisation avait déjà commencé auprès de la population locale. Contrairement à d'autres territoires, le climat politique est ici relativement stable. Nous ne rencontrons pas de manifestations d'hostilité majeure.

## **ANNA MILLER**

Wethersfield est un village rural anglais, très aisé, très beau, et majoritairement blanc. L'arrivée du centre a suscité une hostilité certaine : certains habitants exprimaient des inquiétudes sur la sécurité.

À côté de cette hostilité, nous avons observé des signes d'ouverture. Notre équipe médicale se rendait à Wethersfield trois nuits par semaine et logeait au pub local, qui est devenu un lieu d'échange avec les habitants. Ces conversations ont permis de créer du lien, d'humaniser notre présence.

Des groupes d'extrême droite sont également venus pour distribuer des tracts alarmistes,

mais les habitants les ont confrontés, refusant que leur village serve de terrain à cette propagande.

## **ACCÈS À L'IVG : UNE REMISE EN CAUSE PERMANENTE**

**CONFÉRENCE-DÉBAT ANIMÉE PAR CATHERINE GIBOIN, PRÉSIDENTE DE LA FONDATION MÉDECINS DU MONDE**

Nous allons parler ici de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), récemment au cœur des débats autour de sa constitutionnalisation en France.

Depuis la conférence de Pékin sur les droits des femmes, soixante pays ont assoupli leur législation sur l'IVG. Mais quatre sont revenus en arrière, dont la Pologne, le Salvador et le Panama.

Médecins du Monde soutient activement le droit à l'IVG dans tous ses programmes depuis 2010. La loi est essentielle, mais elle ne suffit pas à garantir un accès réel et équitable.

La Pologne reste l'un des pays les plus restrictifs sur ce sujet. Kinga Jelinska nous expliquera comment elle a mis en place un système d'avortement autogéré, en s'appuyant sur la télémédecine et un réseau féministe solidaire.

**KINGA JELINSKA, CO-FONDATRICE ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DE WOMEN HELP WOMEN**

***L'AUTOAVORTEMENT COMME PRATIQUE DE DÉFENSE COLLECTIVE BASÉE SUR LES PRINCIPES DE JUSTICE REPRODUCTIVE***

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la Journée Scientifique. Et pourtant, dans aucun pays, la loi sur l'avortement ne repose réellement sur des bases scientifiques. Nous y tenons, car la loi est censée nous protéger. Mais elle reste toujours liée à l'idéologie et à la politique : elle détermine qui a droit à l'avortement, et jusqu'à quand.

Je fais partie de celles qui facilitent l'accès à

l'avortement en dehors des lois nationales, grâce à des technologies sûres, dans le cadre de ce qu'on appelle le self-managed abortion — une forme d'autodéfense face à la criminalisation.

Nous intervenons dans des pays où la loi et les structures rendent l'avortement inaccessible. En Pologne, nous avons été les premières à en permettre l'accès.

Je vous invite à interroger la qualité du soin, au-delà de la légalité. Notre objectif n'est pas d'uniformiser, mais de proposer une diversité d'options. Nous avons développé des méthodes fondées sur des preuves, sûres et efficaces, mais qui restent sous contrôle, car l'avortement reste un enjeu de pouvoir et de profit.

L'avortement est un droit, un choix, une liberté. Et pourtant, chaque fois qu'on cherche à le rendre accessible, les résistances resurgissent.

**CATHERINE GIBOIN**

Jeanne Hefez, vous travaillez depuis longtemps sur les mouvements anti-genre. En France, nous n'avons pas encore pleinement mesuré l'ampleur de ces mouvements, qui sont pourtant très bien financés, organisés et structurés.

**JEANNE HEFEZ, CONSEILLÈRE EN POLITIQUE ET PLAIDOYER CHEZ IPAS**

***LA STRUCTURATION DES MOUVEMENTS ANTI-GENRE : UNE MENACE TRANSNATIONALE POUR LES DROITS REPRODUCTIFS***

Le 1er décembre 2024, le Sénat espagnol a accueilli le congrès du Réseau Politique des Valeurs, une coalition conservatrice très puissante. Ce réseau s'emploie activement à démanteler le système onusien, en soutenant des lois qui restreignent les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+.

Il s'agit d'un des systèmes les plus organisés de l'extrême droite mondiale, présent dans de nombreux pays via des think tanks, des figures politiques influentes et des groupes de pression.

Lors de ce sommet « pour la vie et la liberté », plus de 300 législateurs venus de 45 pays ont appelé à ratifier la Déclaration de

consensus de Genève, qui promeut une vision rétrograde des droits humains, sans accès à l'IVG, et fondée sur une planification familiale uniquement « naturelle ».

Le point culminant a été la Déclaration de Madrid, qui pousse les États à adopter des lois en ce sens. Peu après, certains membres se sont retrouvés à Washington, sous l'égide de la Heritage Foundation, pour élaborer des plans d'action nationaux.

Leur stratégie est impressionnante : ils s'articulent au niveau global et national pour imposer une vision ultraconservatrice de la famille et de la sexualité, ancrée dans une idéologie chrétienne réactionnaire.

Dès 1973, après la légalisation de l'avortement aux États-Unis, des groupes anti-IVG se sont organisés pour en restreindre l'accès et le financement. Sous Reagan, ils ont gagné en influence avant d'internationaliser leur action dans les années 1990.

C'est aussi à ce moment-là que le Vatican a introduit l'expression « idéologie de genre », utilisée depuis comme outil politique pour mobiliser contre les droits sexuels et reproductifs.

Aujourd'hui, leur offensive est massive, professionnelle, bien financée. L'idéologie de genre sert de levier de diversion, pendant qu'ils investissent aussi le terrain local.

### **CATHERINE GIBOIN**

Le mouvement anti-genre a également réalisé un véritable travail sémantique. Il réutilise même le langage scientifique pour parvenir à ses fins idéologiques.

### **RAPHAËL PERRIN, DOCTEUR EN SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE, MEMBRE DU CENTRE EUROPÉEN DE SOCIOLOGIE ET DE SCIENCE POLITIQUE**

#### ***LES MÉDECINS ET L'AVORTEMENT : SOCIOLOGIE DE LA DOMINATION MÉDICALE***

Mon travail porte sur l'accès à l'IVG en France, un pays où l'avortement est légal. Même si la loi a progressivement levé de nombreuses contraintes, l'accès réel reste inégal et complexe.

Pour comprendre cette situation, il ne suffit pas d'analyser les lois ou le militantisme antiavortement. Il faut observer les pratiques quotidiennes de prise en charge par les professionnels de santé. Beaucoup ne sont pas opposés à l'IVG, mais appliquent des parcours plus lourds que ce que prévoit la loi.

Après six mois d'observation dans un centre d'IVG, j'ai constaté que l'accès varie énormément selon les centres, les médecins et les situations. L'entretien psychosocial, par exemple, peut être présenté comme facultatif ou obligatoire. L'interprétation de la loi sur l'avortement précoce diffère aussi. Et la datation de la grossesse, fondée sur l'échographie, peut faire varier l'échéance des quatorze semaines selon les pratiques.

Ces écarts ne relèvent pas d'un refus idéologique, mais d'une conception dominante : celle d'un acte grave, qui nécessiterait un encadrement strict.

Améliorer l'accès à l'IVG, ce n'est donc pas seulement faire évoluer la loi, c'est aussi interroger ce qui se passe concrètement dans les centres.

### **CATHERINE GIBOIN**

Parmi les mythes concernant le nombre d'avortements, il est important de rappeler que le contexte légal a peu d'impact sur celui-ci.

Kinga, au vu de ce que vous avez pu mettre en œuvre dans le contexte polonais, comment faire bénéficier d'autres femmes de ce type de dispositifs dans des contextes nationaux différents ?

### **KINGA JELINSKA**

Ce que nous avons mis en place sur le plan technologique est reproductible partout, à grande échelle.

L'IVG est traversée par des logiques de pouvoir et de profit. Dans ce domaine, la science est souvent reléguée au second plan.

En Pologne, ce programme m'a appris l'importance du soutien et de la fierté. Mon credo, c'est : Just own it. Il faut parler de la complexité de l'IVG, de sa simplicité aussi, et des obstacles, sans honte. Pratiquer

l'avortement avec fierté, c'est ce qui nous rend légitimes.

Nous avons ouvert un centre coloré, accueillant, juste à côté du Parlement. J'aime voir les députés passer devant chaque jour et lire nos pancartes affirmant la normalité de l'avortement.

Et surtout : ce programme est adaptable partout.

### **CATHERINE GIBOIN**

Jeanne Hefez, pouvez-vous nous donner votre vision à travers les États-Unis et l'international, sur la résistance de la société civile féminine ?

### **JEANNE HEFEZ**

Depuis trois mois, nous faisons face à un véritable raz-de-marée. Rien ne nous avait préparés à la brutalité et à la rapidité des décrets de l'administration Trump. L'alignement entre l'extrême droite chrétienne et les politiques publiques est sans précédent.

Aujourd'hui, l'avortement est interdit dans 14 États, et entre 2020 et 2025, on est passé de 53 cliniques à zéro. Sept autres États ont encore renforcé les restrictions. Cette situation entraînera des milliers de grossesses non désirées et près de 34.000 décès évitables.

Nous faisons face à une offensive idéologique et punitive contre les droits humains. L'administration américaine s'est retirée de l'OMS et du Conseil des droits de l'homme, et exerce des pressions pour effacer les termes « genre » et « LGBT » des textes onusiens.

La refonte de l'aide publique au développement s'accompagne de dérives commerciales, et l'Union européenne reste largement silencieuse. Même les discours sur la solidarité internationale reprennent parfois les éléments de langage des États-Unis, restreignant l'action des ONG.

La stratégie féministe française est encourageante, mais sans moyens concrets, elle restera symbolique. C'est pourquoi nous plaidons, avec Médecins du Monde, auprès du Ministère des Affaires étrangères.

Face à ce cataclysme, nous devons agir : éviter des décès évitables et soutenir les organisations

féministes de terrain, en Afrique, en Amérique latine, en Pologne ou aux États-Unis. Elles font un travail essentiel pour garantir l'accès à l'IVG. Il faut renforcer et pérenniser ces réseaux.

### **CATHERINE GIBOIN**

La constitutionnalisation de l'IVG nous a réconfortés pour les années à venir. Comment envisagez-vous les différentes pistes d'action en France ?

### **RAPHAËL PERRIN**

Dans un pays où l'avortement est déjà légal, sur quoi agir ? Il faut d'abord sortir de deux impasses : l'autosatisfaction sur la situation française, et la peur panique de perdre ce droit.

La vraie question, c'est : quel droit à l'IVG voulons-nous, et jusqu'où sommes-nous prêts à aller ?

La loi reste un levier d'action. Allonger le délai légal — voire le supprimer — permettrait de s'aligner sur les pays les plus progressistes. La loi peut aussi servir de garde-fou face à des pratiques médicales parfois plus restrictives que le cadre légal.

Le financement du système de santé est évidemment important, mais on peut aussi améliorer l'accès à l'IVG sans budget supplémentaire, en agissant sur les pratiques.

Par exemple, l'accès à un interprète est crucial pour les femmes en grande précarité. De même, les parcours d'avortement doivent continuer à être simplifiés. Pensés à l'origine comme des outils de contrôle, ils méritent aujourd'hui d'être repensés pour vraiment servir celles qui en ont besoin.

### **QUESTIONS/RÉPONSES AVEC LA SALLE**

#### **QUEL EST L'IMPACT DE L'ACCÈS DES SAGES-FEMMES À LA PRATIQUE DE L'IVG ? COMMENT OBTENEZ-VOUS LES INFORMATIONS SUR LES RENCONTRES ÉVOQUÉES DES PARTIS D'EXTRÊME DROITE ?**

### **RAPHAËL PERRIN**

Les sages-femmes peuvent en effet pratiquer l'IVG médicamenteuse ainsi que l'IVG instrumentale sous certaines conditions, permettant d'élargir les possibilités d'accès à

des professionnels de santé. Néanmoins, cela ne résout pas l'ensemble des difficultés, notamment en raison de la pénurie actuelle de sages-femmes.

Par ailleurs, les pratiques professionnelles des sages-femmes sont aussi diverses que celles des médecins. Toutefois, les sages-femmes exerçant en libéral, qui se positionnent souvent comme des soignantes bienveillantes, proposent des pratiques généralement plus favorables à l'autonomie des femmes.

### **JEANNE HEFEZ**

Le contenu des conférences organisées par les réseaux anti-droits est, pour la plupart, accessible publiquement en ligne.

## **SANTÉ ENVIRONNEMENT ET INÉGALITÉS SOCIALES**

### **TABLE RONDE ANIMÉE PAR CHRISTIAN LAVAL, MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME AU TITRE DE MÉDECINS DU MONDE**

La première entrée par laquelle nous allons aborder ce sujet est celle du droit, en particulier du droit de l'environnement, à travers notamment les conférences des parties (COP), dont l'histoire est déjà ancienne. Celle de Stockholm dans les années 1970 a été suivie de plusieurs rapports qui ont progressivement articulé les questions environnementales, de santé et de cohésion sociale.

La conférence de Rio a introduit une notion nouvelle : celle du droit à un environnement sain, qui n'est toujours pas légitimé juridiquement.

La deuxième entrée que nous explorerons est celle des pratiques, à travers les travaux de nos intervenantes et intervenants.

### **FABIEN LEMOZY, DOCTEUR EN SOCIOLOGIE, CLINICIEN DU TRAVAIL**

#### **TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES : ENJEUX DE SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE**

Ma recherche, menée avec l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), s'intéresse aux effets psychiques et sociaux du travail de plateforme sur les livreurs sans papiers.

J'ai réalisé des entretiens collectifs avec cinq coursiers, en lien avec la Maison des coursiers à Paris. Nous nous sommes demandé si la centralité du travail reste pertinente pour des personnes aussi précarisées, et quelles conséquences concrètes ce travail a sur elles.

Leurs trajectoires sont marquées par l'exil, l'errance, le sous-emploi et une accumulation de formes de domination, particulièrement visibles dans leurs rapports aux employeurs.

Les plateformes semblent impersonnelles, mais elles renforcent en réalité ce sentiment de domination. Le premier point marquant est la pratique des loueurs d'identité : un autoentrepreneur loue son compte à un sans-papiers, créant une dépendance forte. L'accès à ces comptes est facile, mais leur durée d'utilisation est courte, ce qui fragilise encore les livreurs.

De plus, le travail dans l'espace public expose directement ces travailleurs racisés à des contrôles policiers répétés, souvent vécus comme du harcèlement. S'y ajoutent les vérifications d'identité aléatoires par les plateformes.

En outre, le management algorithmique entre en jeu. Les livreurs doivent soigner leurs statistiques pour ne pas être exclus. Cela les pousse à aller toujours plus vite et à rester connectés en permanence.

Enfin, le client lui-même détient un pouvoir managérial : un mauvais signalement peut entraîner l'exclusion. Ce système crée un assujettissement spécifique.

Ces conditions ont des effets réels sur la santé : troubles physiques, psychiques, stratégies d'endurance. Entre 2019 et 2023, dix-sept livreurs sont morts à cause de leur activité.

### **CHRISTIAN LAVAL**

Des initiatives ont-elles été menées

collectivement pour relier ces personnes entre elles ?

### **FABIEN LEMOZY**

Absolument. La Maison des livreurs à Bordeaux a été créée par des livreurs sans papiers. Elle leur offre un lieu de repos, un espace où ils peuvent se retrouver et partager leurs expériences.

### **CHRISTIAN LAVAL**

En quoi une ONG comme Médecins du Monde, ou plus largement la société civile, peut-elle être utile dans ce contexte ?

### **FABIEN LEMOZY**

Les espaces de résistance se constituent autour de la préoccupation pour la santé. Celle-ci a permis la construction d'initiatives concrètes, comme la Maison des livreurs. L'engagement des ONG peut soutenir ces dynamiques, les rendre visibles, et les légitimer politiquement.

### **BLANDINE ARVIS, INGÉNIEURE AGRONOME, CHERCHEUSE À L'INSTITUT DE L'ÉCONOMIE POUR LE CLIMAT**

#### ***ÉTUDE COMPARATIVE DES PRATIQUES AGRICOLES ET LEURS DÉTERMINANTS À KINSHASA, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO***

J'ai coordonné une étude en 2024. Cette étude porte sur les pratiques maraîchères et leurs déterminants dans la ville de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, avec un focus particulier sur la culture de légumes en zone périurbaine. Historiquement destiné aux colons belges, le maraîchage s'est progressivement démocratisé, devenant un moyen de subsistance pour de nombreux urbains, bien qu'aujourd'hui confronté à deux enjeux majeurs : l'accès au foncier et l'usage massif de pesticides synthétiques.

Dans ce contexte, Médecins du Monde a lancé le programme PROSMACE, visant à soutenir ce type de culture tout en réduisant l'usage des pesticides et en améliorant l'accès aux soins de santé. Une recherche opérationnelle a été menée pour comparer les pratiques agricoles « avec » et « sans pesticides », dans l'objectif de construire un référentiel, mieux

comprendre les choix des maraîchers et orienter les actions de plaidoyer.

Trois grandes questions ont guidé cette recherche :

- Quelles sont les pratiques agricoles effectivement mises en œuvre ?
- Quels facteurs orientent les choix des maraîchers en matière de recours ou non aux pesticides ?
- Quels liens existent entre ces pratiques, la santé et l'environnement ?

L'étude repose sur une méthodologie mixte : focus groupes, enquêtes quantitatives et suivi des pratiques sur le terrain. Trois profils de maraîchers ont été identifiés : ceux n'utilisant jamais de pesticides de synthèse, ceux les utilisant ponctuellement, et ceux y ayant recours de manière systématique.

Parmi les 102 maraîchers interrogés, 44 % ont reçu une formation sur les pratiques agricoles intégrées (PPI), tandis que 56 % n'ont bénéficié d'aucun encadrement. Il apparaît que l'absence de formation est fortement corrélée à l'usage systématique de pesticides. Les facteurs influençant le plus ces choix sont l'âge, l'état civil, le niveau de formation agricole, et l'accès à une formation spécifique sur les pesticides.

Les groupes de discussion ont mis en lumière une tension entre rentabilité économique et santé. Si de nombreux maraîchers expriment des réserves sur la viabilité économique des pratiques sans pesticides, la majorité reconnaît leurs effets néfastes sur la santé. Le revenu médian le plus élevé est observé chez ceux ayant recours aux pesticides de manière ponctuelle, mais les données restent instables en raison de la forte fluctuation des prix des légumes.

L'étude révèle aussi des pratiques préoccupantes : 32 maraîchers utilisent encore du Thiodan, pesticide interdit en Europe depuis 2005, et 30 % appliquent des traitements jusqu'à sept jours avant récolte, malgré les risques connus. La conscience des dangers sanitaires et environnementaux est pourtant largement partagée.

En conclusion, cette recherche souligne une

forte variabilité dans la rentabilité des pratiques agricoles, liée aux dynamiques de marché, ainsi qu'une faible attractivité des circuits bio. Deux leviers d'action apparaissent prioritaires : renforcer la formation à l'usage raisonné des pesticides, et développer des points de vente agroécologiques pour valoriser les alternatives durables. Poursuivre la recherche sur ces pratiques reste également essentiel.

### **CHRISTIAN LAVAL**

Comment ces questions s'articulent-elles avec celles de la santé ? Pourquoi le ministère de la Santé de la RDC serait-il particulièrement à même d'intégrer les conclusions de votre recherche ?

### **BLANDINE ARVIS**

Ce travail a été mené dans l'optique de servir un plaidoyer. L'impact délétère des pratiques agricoles se reflète directement sur la santé, ce qui constitue l'argument le plus convaincant pour agir du point de vue du domaine public.

Du point de vue des maraîchers, la formation et l'adoption de mesures d'action individuelles sont indispensables. Il existe, en effet, un décalage entre la réglementation et le vécu sur le terrain. Le ministère de la Santé est particulièrement bien placé pour soutenir des programmes axés sur la santé des maraîchers et des consommateurs. Il s'agit là d'un enjeu de coordination au sein du secteur public dans un contexte politique complexe.

### **AXELLE CUNY, RESPONSABLE DE L'ANTENNE MARSEILLE-PACA D'ACTION CONTRE LA FAIM**

#### ***ISSIMARS : ITINÉRAIRES ET SITUATIONS DE VIE EN SQUAT À MARSEILLE***

Je conduis le projet ISSIMARS, qui se déroule de mai 2023 à juillet 2025.

Marseille, ville la plus inégalitaire de France, connaît une pénurie de logements sociaux et une forte croissance du nombre de squats. En lien avec le collectif Alerte PACA, un premier rapport a été publié en 2022, documentant la diversité des situations de vie en squat. Il a conduit à la mise en place d'un diagnostic partagé entre l'État et la ville.

Le projet repose sur un comité de pilotage composé de laboratoires de recherche, d'acteurs publics, de structures de terrain, communautaires et de la Fondation pour le logement.

Ses objectifs sont multiples :

- Porter un plaidoyer sur les angles morts des politiques publiques,
- Adopter une méthodologie communautaire ancrée localement,
- Valoriser autant le processus que les résultats,
- Diversifier les sources de financement,
- Assurer l'accessibilité des résultats,
- Aligner le calendrier avec les enjeux politiques,
- Prévoir une sortie via un transfert des résultats à l'Observatoire des précarités de Marseille.

### **QUESTIONS / RÉPONSES AVEC LA SALLE**

#### **REMARQUE**

Au sujet de Kinshasa, nous avons souhaité sortir de nos secteurs de prédilection et de nos interlocuteurs habituels. Nos travaux avec le programme national de santé au travail, visant à reconnaître certaines maladies professionnelles touchant les maraîchers, nous ont conduits à travailler également avec de nouveaux interlocuteurs, notamment le ministère de l'Agriculture, auprès duquel un plaidoyer sur l'interdiction des pesticides est en cours.

#### **EST-IL POSSIBLE DE PARTAGER LES RAPPORTS ET RÉSULTATS PRÉSENTÉS ?**

### **FABIEN LEMOZY**

Un rapport existe sur les livreurs de plateforme, disponible sur le site de l'ANSES et sur la plateforme HAL.

### **BLANDINE ARVIS**

Un article sera rédigé prochainement.

### **AXELLE CUNY**

Le rapport complet sera publié en juin 2025.

#### **LES LOUEURS D'IDENTITÉ PLATFORMISÉE**

## **OBTIENNENT-ILS RÉELLEMENT LA RÉGULARISATION ?**

### **FABIEN LEMOZY**

Les loueurs d'identité ne risquent rien : ils agissent en tant qu'autoentrepreneurs et disposent d'un compte actif qui leur permet d'exercer leur activité sans sanction.

### **CHRISTIAN LAVAL**

Dans l'ensemble des interventions, le territoire apparaît comme un point déterminant. Pointer l'existence de territoires de résistance me semble indispensable pour maintenir l'espoir.

Ce travail illustré par divers projets et initiatives montre l'importance de l'action sur le terrain, tant en matière de santé publique que de justice sociale, et souligne la nécessité d'un engagement coordonné des acteurs publics, associatifs et communautaires pour transformer les conditions de vie des populations vulnérables.

## **HUMANITAIRES ET POPULISMES, UN ENJEU EXISTENTIEL**

### **CONFÉRENCE-DÉBAT ANIMÉE PAR JEAN-FRANÇOIS CORTY, MÉDECIN, PRÉSIDENT DE MÉDECINS DU MONDE**

Je suis ravi d'animer cette table ronde consacrée aux enjeux du populisme et de l'action humanitaire.

La question centrale est la suivante : comment résister dans ce contexte difficile, alors que des stratégies sont mises en œuvre pour restreindre l'action des organisations humanitaires ?

Comment poursuivre nos actions, nos plaidoyers, nos témoignages dans un environnement politique et médiatique hostile ?

Pour aborder ces questions, nous avons l'honneur d'accueillir des invités de prestige.

Quel constat pouvons-nous dresser de cette expression contemporaine du pouvoir et comment nous préparer collectivement à poursuivre nos missions sociales ?

Qu'entendons-nous précisément par « populisme d'extrême droite » ? Comment se manifeste-t-il ?

### **EDWY PLENEL, JOURNALISTE, COFONDATEUR DE MEDIAPART**

Je commencerai par citer Édouard Glissant: « Agis dans ton lieu et pense avec le monde. »

Nous sommes face à un enjeu existentiel : l'essentiel est en péril. Le mot « populisme » mérite d'être déconstruit. Il peut en effet englober les révoltes populaires légitimes tout en charriant un regard péjoratif sur toute contestation sortant des cadres institutionnels.

Or, ce que nous avons devant nous, ce ne sont pas des peuples, mais bien des alliances étatiques autoritaires. Nous vivons une période de cristallisation de ces forces, préparée de longue date par d'autres pouvoirs qui leur ont servi de marchepied.

Nous faisons face à des puissances étatiques qui entendent effacer ce sursaut collectif né d'une prise de conscience historique, qui s'est imposée après la Seconde Guerre mondiale.

La conséquence en a été la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Elle affirme qu'il n'est pas possible de faire confiance aveuglément à un peuple, à une nation, à un État. Il est nécessaire d'instituer des droits au-dessus de tous. Toutes les ONG ayant pris en charge le plaidoyer des sociétés civiles sont les héritières de cette promesse.

Or, les discours d'aujourd'hui recyclent les slogans de l'extrême droite : « Il n'y a pas d'autre principe que ce qui est juste pour mon peuple ». J'ai invité, dans Le jardin et la jungle, un néologisme pour expliquer ce qu'il se produit : l'illimitisme.

Alors, comment tenir la digue ? D'abord, en refusant l'indifférence.

Le deuxième enjeu est celui de la vérité. Nous vivons dans un monde menacé par une dictature des opinions, qui étouffe les informations. Ceux qui en doutaient ont eu la preuve, avec la liste des mots interdits par Donald Trump à ses administrations. La revendication du free speech a été instrumentalisée. Le combat pour la liberté

d'expression est à mener contre une partie du champ médiatique lui-même.

Enfin, l'enjeu est l'égalité. Les forces réactionnaires veulent effacer la proclamation de l'égalité des droits. C'est le point commun à tous les visages de l'extrême droite : la haine de l'égalité, la défense des inégalités, qu'elles soient d'origine, de genre, de statut ou d'identité.

Pour conclure, je ne suis pas surpris, car je tire la sonnette d'alarme depuis longtemps. La situation actuelle confirme toutes nos alertes. Ce moment de cristallisation est aussi un moment de vérité, qui nous oblige à être à la hauteur de nos causes communes, à commencer par celle de l'égalité.

### **JEAN-FRANÇOIS CORTY**

Madame Callamard, Amnesty International défend les droits humains. Comment vivez-vous cette situation dans votre quotidien et dans vos opérations ?

### **AGNÈS CALLAMARD, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE D'AMNESTY INTERNATIONAL**

Au-delà de Donald Trump et de ses trois derniers mois d'action, qu'il ne faut pas minimiser, nous assistons depuis au moins dix ans à des dérives autoritaires à l'échelle mondiale. Trump surfe sur cette vague. Nous devons comprendre que se débarrasser de lui ne règlera pas le problème, qui est profond, enraciné, systémique.

Les racines du populisme se manifestent à travers la normalisation de lois liberticides, des attaques contre la liberté de la presse, la criminalisation de l'expression, les détentions arbitraires, et un langage spécifique construit pour instaurer des zones de non-droit.

Amnesty International considère qu'il convient de répondre fermement à Donald Trump, mais aussi aux causes structurelles qui nourrissent ce populisme.

Nous avons tous ressenti un profond désarroi depuis le mois de janvier, en voyant la vitesse et la brutalité des mesures prises : après la destruction du droit humanitaire, nous assistons désormais à la destruction du principe d'égalité.

La stratégie d'Amnesty repose sur trois axes : résistance, rébellion, et transformation. Il ne faut pas sacraliser le passé, mais construire une vision d'avenir.

D'un point de vue pratique, le droit doit être renforcé. Cela inclut :

- La reconnaissance des crimes du passé ;
- Les nouveaux enjeux liés aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle ;
- La fiscalité ;
- L'architecture financière internationale.

La résistance s'applique à tous les niveaux : local, national, international. Nous développons des outils et des contenus permettant à tous nos membres à travers le monde de devenir eux-mêmes des résistants.

Enfin, nous devons aussi nous battre au niveau international, ce qui demande un minimum de centralisation. Nous n'avons pas d'autres outils que les agences opérationnelles existantes, qu'il est crucial de protéger.

### **JEAN-FRANÇOIS CORTY**

Thibaut Bruttin, vous avez indiqué avoir été choqué par ce que vous nommez une croisade contre les associations et les chercheurs. Comment analysez-vous cette réalité ?

### **THIBAUT BRUTTIN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES**

À l'origine, le terme populisme désignait un courant littéraire donnant voix au peuple. Aujourd'hui, il a pris un sens bien différent. Pourtant, il est nécessaire de revendiquer une forme de populisme éclairé, face à celles et ceux qui prétendent parler au nom d'une majorité silencieuse, tout en réduisant la démocratie à une simple mécanique électorale. Or, que vaut une élection sans débat fondé sur les faits ?

Il nous faut défendre la démocratie avec lucidité et rigueur, au-delà des slogans. Chez Reporters sans frontières, nous constatons une alliance inédite entre certains pouvoirs politiques et les grandes plateformes numériques. Cette instrumentalisation du débat public — visible, par exemple, dans l'engagement politique d'Elon Musk — met en

péril les fondements mêmes de la démocratie. Derrière l'invocation de la liberté d'expression (free speech), on oublie systématiquement la liberté de la presse.

Cette liberté repose sur la capacité à diffuser, via des outils technologiques puissants, des messages orientés vers le bien commun — et non vers la désinformation.

Si des figures comme Donald Trump deviennent des icônes culturelles perçues comme inoffensives, il est urgent que la société civile réaffirme ses convictions. Trop souvent, les responsables associatifs hésitent à s'exprimer, par peur d'être mal compris. Or, cette retenue alimente le vide laissé aux discours les plus radicaux.

Il faut occuper l'espace médiatique avec clarté, sortir des contradictions, et œuvrer à l'émergence d'une coalition engagée et lucide. Il est peut-être trop tard pour sauver les anciens médias, mais il est encore possible de bâtir un nouveau récit collectif.

Cela exige de l'écoute, une application ferme de la loi, mais aussi une forme d'amour politique : celui qui s'adresse à une population désabusée, qu'il faut reconquérir avec courage et bienveillance.

### **JEAN-FRANÇOIS CORTY**

Faut-il défendre une ligne éthique dans les médias et dans le journalisme ? Et comment, en tant qu'organisations humanitaires, pouvons-nous nous y insérer ?

### **EDWY PLENEL**

Derrière la question de l'éthique journalistique se joue celle, plus large, d'une éthique démocratique.

La démocratie est un écosystème complexe. Elle repose non seulement sur des représentants élus, mais aussi sur une société civile active, une presse libre, et une justice indépendante. Le premier amendement américain rappelle d'ailleurs le lien fondamental entre liberté d'opinion, de réunion et de la presse.

Dans cet ensemble, le rôle du journalisme est la production de vérités de faits, un acte banal

en apparence, mais profondément subversif pour les pouvoirs. Comme le rappelle Hannah Arendt dans Vérité et politique, sans faits, le débat d'opinions n'a aucun sens.

Or aujourd'hui, la destruction de l'espace public avance sous des traits légitimes. Ce danger appelle à une mobilisation lucide.

Ni RSF ni Médecins du Monde ne font de politique partisane, mais toutes deux s'inscrivent dans un engagement au service du bien commun — un engagement aujourd'hui mis à l'épreuve. Il est temps de devenir les fantassins de nos idéaux.

Face à l'obsession contemporaine de la puissance, à la tentation du repli, du contrôle et de la fuite (vers l'offshore ou Mars), nous devons opposer un imaginaire politique alternatif : un imaginaire de fragilité, d'écoute, de précaution.

Des mouvements comme #MeToo incarnent cette nouvelle voie. Le féminisme, dans sa profondeur historique, porte cette rupture avec cinq siècles de domination fondée sur la hiérarchie et la conquête.

Le Nouveau Monde tarde à émerger. Mais même si nous ne le voyons pas pleinement advenir, nous devons en porter les prémices. Car ce moment de crise est aussi une opportunité : celle de reprendre le fil de la promesse de 1948 et d'enfin l'accomplir.

### **JEAN-FRANÇOIS CORTY**

Médecins du Monde n'est pas une organisation partisane, mais elle est, en effet, profondément politique dans ses combats.

Madame Callamard, comment votre organisation pense-t-elle le travail avec les acteurs humanitaires ?

### **AGNÈS CALLAMARD**

La résistance commence par un travail individuel. Chacun de nous doit être capable de résister dans son environnement proche.

La responsabilité des associations est d'offrir des outils à ces individus pour leur permettre de répondre aux contre-vérités et à la propagande.

Mon conseil est le suivant : créez un collectif.

Ne pensez pas que vous pourrez vous battre seuls.

Chez Amnesty, nous travaillons également avec d'autres acteurs de manière tactique.

### **JEAN-FRANÇOIS CORTY**

Les relations entre associations sont bienveillantes. Médecins du Monde s'appuie parfois sur le travail mené par Amnesty International. Cette complémentarité est précieuse, même si elle n'est pas toujours évidente à mettre en œuvre.

Monsieur Bruttin, comment occuper efficacement l'espace médiatique aujourd'hui ?

### **THIBAUT BRUTTIN**

Nous devons aspirer à occuper une position centrale. Ce n'est pas simplement une question de présence ou de visibilité : c'est tout le système qu'il faut repenser, modifier et transformer. Notre objectif ne doit pas être de créer des médias indépendants, mais bien d'assurer l'indépendance dans les médias existants.

Par ailleurs, nous devons impérativement faire preuve d'efficacité, et commencer par balayer devant notre propre porte. Il nous faut prouver que le travail des associations permet de décrocher des victoires.

Enfin, il nous appartient de regarder avec lucidité la liberté qui est la nôtre, et de l'assumer pleinement. Il nous faut être clairs et lisibles.

### **QUESTIONS / RÉPONSES AVEC LA SALLE**

#### **OÙ INSCRIVEZ-VOUS LA JEUNESSE DANS CE NOUVEAU NARRATIF ? COMMENT LA MOBILISER ?**

### **AGNÈS CALLAMARD**

Ce sont les jeunes qui me donnent de l'énergie et de la motivation. Je ne pense pas avoir à motiver les troupes, mais plutôt à leur transmettre quelques conseils. Elles ont déjà la vision et la force.

Il faut également renforcer sa résilience, tant mentale que physique, et prendre sa place dans l'espace.

#### **MADAME CALLAMARD A ÉVOQUÉ L'IMPORTANCE D'ARGUMENTER À PARTIR DES FAITS. OR, LES FAITS SONT PARFOIS DIFFICILES À TROUVER. LES DOSSIERS ÉVOQUÉS SONT-ILS ACCESSIBLES ?**

### **AGNÈS CALLAMARD**

Oui, vous pouvez accéder à tous les rapports publiés par Amnesty. En parallèle, nous menons un travail d'éducation auprès de nos membres, pour qu'ils disposent des ressources nécessaires pour débattre et résister. Ce travail est fondamental.

Nous avons perdu certains débats. Il nous faut comprendre pourquoi des personnes sont séduites par les réponses simples offertes par les populismes.

#### **MONSIEUR PLENEL, VOUS N'AVEZ PAS ÉVOQUÉ LA QUESTION DU CAPITALISME COMME UNE PROBLÉMATIQUE. EST-CE UN SUJET SELON VOUS ?**

### **EDWY PLENEL**

Bien entendu. Je parle souvent d'un pacte capitaliste mafieux entre Poutine et Trump. Le capitalisme a unifié, autour de la marchandise et d'un libéralisme sans limites, l'économie mondiale.

Le point commun entre Trump et Poutine, c'est le refus de la loi.

Il y a dix ans, la Silicon Valley se disait démocrate. Aujourd'hui, elle court après Trump, qui leur garantit un pouvoir sans contraintes.

#### **VOUS DITES QUE NOUS SOMMES DEVENUS MINORITAIRES. LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE EST, EN RÉALITÉ, DE PLUS EN PLUS TOLÉRANTE ET DE MOINS EN MOINS RACISTE, TANDIS QUE LE DISCOURS MÉDIATIQUE, LUI, DEVIENT DE PLUS EN PLUS NAUSÉABOND. UN AUTRE RÉCIT POSSIBLE SERAIT DONC DE DIRE QUE NOUS SOMMES MAJORITAIRES.**

### **JEAN-FRANÇOIS CORTY**

La vraie question est : à quel moment pouvons-nous trouver des relais politiques pour faire entendre cette majorité ?

### **THIBAUT BRUTTIN**

Nous pouvons être en résistance tout en étant majoritaires. À cet égard, j'admire profondément le travail d'Amnesty, qui va à la rencontre des citoyennes et citoyens. Il faut refaire du journalisme un enjeu citoyen.

### **AGNÈS CALLAMARD**

Je suis tout à fait d'accord. À l'échelle internationale, nous représentons de loin la majorité, parfois même de très loin. Alors, pourquoi n'avancions-nous pas plus vite ? Parce que, face à nous, se dressent des acteurs économiques extrêmement puissants. Cette majorité peut être vulnérable et fragile. Il est donc crucial de prendre conscience des enjeux, des dangers, et d'apprendre à nous protéger.

### **EDWY PLENEL**

Je suis pleinement en accord avec ces propos. Le succès de Mediapart en est une preuve : certaines affaires n'auraient jamais été judiciairisées sans nos enquêtes. Il existe des forces vives, présentes et prêtes à s'engager. Elles n'attendent qu'à être rassemblées.

Toutefois, existe aussi un fossé en matière de traduction politique. Ce fossé est d'autant plus dangereux que le pouvoir économique est au cœur des décisions.

Le système institutionnel actuel est une roulette russe : une fois au pouvoir, un seul individu peut rafler la volonté de toutes et tous, et gouverner sans contre-pouvoir réel. En France, notre système présidentiel permet cela.

Ce décalage est aggravé par la division de nos forces. L'espérance est bien présente. Mais l'inquiétude doit en être l'antichambre.

## **CONCLUSION**

### **CATHERINE GIBOIN, PRÉSIDENTE DE LA FONDATION MÉDECINS DU MONDE**

Je remercie chaleureusement l'ensemble des participantes et participants, plus nombreux

que jamais cette année, ainsi que les intervenantes et intervenants qui ont partagé leur expérience avec générosité et ont consacré de leur temps à nos échanges. Je remercie également Le Monde pour son accueil, ainsi que les traductrices et traducteurs qui ont permis le bon déroulement de cette journée.

Ce rendez-vous annuel, à la fois pour la Fondation et pour l'Association, constitue un moment indispensable. Il prend chaque année davantage d'ampleur, tant il apparaît essentiel de dialoguer avec d'autres acteurs et actrices du champ social et de partager les travaux de recherche en cours.

Force est de constater que, dans un contexte tendu et anxiogène, cet espace de discussion alimente des dynamiques de résistance. Il nourrit notre attachement à la force du collectif et à la construction d'un imaginaire alternatif, fondé sur la précaution, la reconnaissance de nos fragilités et l'interdépendance des luttes.

La Fondation est fière de participer à cet événement aux côtés de l'Association.



84 avenue du Président Wilson  
93210 Saint-Denis

[medecinsdumonde.org](https://www.medecinsdumonde.org)



[@medecinsdumonde](https://www.instagram.com/medecinsdumonde)



[@MdM\\_France](https://twitter.com/MdM_France)



[facebook.com/fr.mdm](https://www.facebook.com/fr.mdm)